



Le Congrès national africain (ANC) a plaidé pour un changement de politique pour faire face aux problèmes liés à la pauvreté, au chômage et à l'inégalité en Afrique du Sud.

Le président Jacob Zuma s'est déclaré mardi "profondément préoccupé" par le fait que 18 ans après la fin de l'apartheid, l'économie est encore pour une grande part entre les mains Blancs.

M. Zuma s'exprimait ainsi devant la presse à l'occasion de la première journée de la conférence politique de quatre jours de son parti à Midrand.

Le président Zuma faisait référence à un document essentiel aux discussions intitulé, "Construire une société nationale démocratique et un équilibre des forces en 2012 pour une deuxième transition", qui laisse entendre que le gouvernement doit maintenant entrer dans une deuxième ère de démocratie pour s'assurer que les richesses du pays sont distribuées de façon plus équitable.

Le président a également préconisé la fin du modèle actuel basé sur le principe vendeur-libre acheteur-libre pour corriger les déséquilibres nés du système d'apartheid.

Selon lui, ce modèle "prend trop de temps" pour réduire le problème de la pauvreté et des sans terre, mais a promis que la Constitution ne sera pas changée pour relever les défis liés à la réforme foncière.

"Nous savons que personne ne va changer la Constitution, nous avons un pays qui fonctionne très bien", a-t-il fait remarquer.\*

Les délégués de cette conférence passeront les trois prochains jours à débattre des voies et moyens d'accélérer la réforme foncière.